

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)

CONSEIL EXTRAORDINAIRE DES MINISTRES
SUR BILAN CAMPAGNE AGROPASTORALE
DANS LES PAYS MEMBRES

NIAMEY 4 DECEMBRE 1985

COMMUNIQUE FINAL

Le 4 Décembre 1985 s'est tenue à Niamey (République du Niger) sur convocation de son Excellence le Général de Brigade SEYNI KOUINTCHE, Président du Conseil Militaire Suprême, Chef de l'Etat du Niger et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat du CILSS, une session extraordinaire du Conseil des Ministres à l'effet de procéder au bilan de la campagne agricole 1985 dans les pays membres du CILSS et de tracer les perspectives de la campagne de commercialisation 1986.

Ont pris part aux travaux, qui se sont déroulés sous la présidence de l'Honorable SAHOU SABALLY, Ministre Coordonnateur du CILSS, les délégations ministérielles conduites par :

- Son Excellence SEYDOU TRAORE, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage du Burkina Faso ;

- l'Honorable SAHOU SABALLY, Ministre de l'Agriculture de la République de Gambie ;

- Son Excellence MESSAOUD OULD BOULHKEIR, Ministre du Développement Rural de la République Islamique de Mauritanie ;

- Son Excellence ALLELE EL HADJ HABIBOU, Ministre de l'Agriculture de la République du Niger ;

- Son Excellence AMADOU BATOR DIOP, Ministre du Développement Rural du Sénégal ;

- Son Excellence DJIDINGAR DONO N'GARDOURI, Ministre d'Etat à l'Agriculture et au Développement Rural de la République du Tchad ;

- Monsieur SORY SISOBO, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture de la République du Mali.

La séance de travail a été marquée par deux allocutions.

Son Excellence ALLELE EL HADJ ABIBOU, Ministre de l'Agriculture du Niger, a souhaité la bienvenue aux différentes délégations présentes à Niamey et exprimé son vœu de voir la session extraordinaire aboutir à une identification de mesures concrètes à prendre pour l'organisation de la solidarité sahélienne en matière de sécurité alimentaire et pour un déroulement satisfaisant de l'actuelle campagne de commercialisation des céréales : il a par ailleurs souligné l'importance des actions à entreprendre à court, moyen et long terme pour la relance de l'agriculture sahélienne.

Auparavant, l'Honorable S. SABALLY, Ministre Coordonnateur du CILSS avait expliqué les raisons qui ont présidé à l'organisation d'une session extraordinaire. Il a dans ce cadre cité les bonnes performances agricoles de la présente campagne qui ne doivent pas faire oublier l'existence de déficitaires, la nécessité de trouver une solution au problème de l'engorgement de certains stocks nationaux suite aux livraisons tardives de l'aide alimentaire et enfin la volonté commune de trouver une solution sahélienne à l'approvisionnement des régions déficitaires.

Poursuivant ses travaux, le conseil extraordinaire a entendu l'exposé présenté par le Secrétaire Exécutif du CILSS faisant le bilan de la situation agro-pastorale dans les huit pays membres et présentant les perspectives de la campagne de commercialisation.

De cet exposé, dont le résumé est donné en annexe au présent communiqué final, il ressort que la campagne agricole 1985/1986 s'annonce satisfaisante malgré l'existence de zones déficitaires et devrait dégager un volume de production susceptible au niveau régional d'assurer l'alimentation de la population du Sahel.

Ainsi la production céréalière s'élèvera pour 1985/1986 à environ 6.906.000 tonnes contre 4.088.000 tonnes en 1984/85 d'où une progression de plus de 55 %.

Tenant compte des stocks nationaux et de l'aide internationale détenus par les états, estimés à 783.000 tonnes et, prenant en considération le déficit enregistré par les uns et les autres, l'aide alimentaire d'urgence pour l'année 1985/86 est chiffrée à 200.000 tonnes. Il y a lieu cependant de noter que la plupart des états resteront importateurs de certaines céréales non suffisamment produites localement (Riz, blé, maïs) dont les besoins sont estimés à 760.000 tonnes. Ces importations grèvent considérablement les balances de paiement des états membres.

Les débats se sont instaurés après cet exposé, sur les voies et moyens à mettre en oeuvre pour assurer d'une part l'approvisionnement des zones déficitaires par des céréales sahéliennes, d'autre part un déroulement optimal pour les producteurs et les consommateurs de la campagne de commercialisation.

Il s'agit, dans l'immédiat d'assurer le transfert des productions des zones excédentaires vers les zones déficitaires, ce qui implique le financement de la campagne de commercialisation y compris le financement de la logistique de transport et de stockage.

Il s'agit également dans l'immédiat de couvrir les besoins en importations commerciales des céréales peu produites localement (blé, riz).

Quant au cheptel, on peut considérer qu'il a bénéficié d'un développement satisfaisant des pâturages dans la plus grande partie des zones pastorales du Sahel.

Des débats, il est ressorti que tous les risques ne sont pas encore écartés pour ce qui est de l'alimentation du bétail et des populations.

S'agissant du bétail, il importe de mettre à profit le répit actuel que connaît le Sahel pour aider les Etats membres en moyens de lutte contre les feux de brousse. De même les campagnes prophylactiques doivent être développées.

A terme, l'objectif doit être d'assurer la sécurité des producteurs en leur octroyant les moyens nécessaires à leurs activités en termes d'intrants agricoles (engrais, semences, pesticides). De même, la protection des végétaux doit être renforcée pour faire face aux attaques actuelles des déprédateurs et aux risques potentiels à l'occasion de la prochaine campagne agricole.

De façon générale, aux aides d'urgence qui ont pu être utiles par le passé doit se substituer une aide pour la relance de l'agriculture sahélienne, seule capable à terme d'éloigner le spectre de la famine.

A l'issue de ces débats, le conseil a formulé diverses recommandations et adopté la résolution finale que voici :

RESOLUTION FINALE

Réunis à Niamey (République du Niger) le 4 Décembre 1985 en session extraordinaire,

CONSIDERANT que par suite de conditions climatiques favorables, et pour la première fois depuis de nombreuses années, la production alimentaire devrait en 1985/86 générer un équilibre relatif au niveau régional entre l'offre et la demande,

CONVAINCUS que la solidarité sahélienne pourrait assurer l'approvisionnement des populations des zones déficitaires,

CONSCIENTS des difficultés inhérentes à l'organisation de cette solidarité et des problèmes prévisibles, consécutifs notamment aux livraisons tardives de l'aide alimentaire,

CONSIDERANT les pullulations importantes de déprédateurs constatées au cours de la présente campagne agricole et les risques potentiels pour les prochaines campagnes,

CONSIDERANT l'importance de l'élevage dans les économies sahéliennes,

CONSCIENTS qu'aucun élément objectif ne permet d'affirmer que les bonnes conditions climatiques de l'année 1985 annoncent la fin du cycle de sécheresse qui sévit au Sahel depuis plus de 12 ans

Nous Ministres des Etats membres du CILSS chargés du Développement Rural,

Réaffirmons la nécessité d'un renforcement de la solidarité dans le cadre du CILSS tant par la définition d'une stratégie régionale à long terme que par la conduite d'actions immédiates visant à assurer l'approvisionnement de l'ensemble des populations du Sahel.

INVITONS LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE :

. à soutenir l'approvisionnement des zones déficitaires en assistant les organismes céréaliers nationaux dans leur campagne de commercialisation et en stimulant l'organisation d'échanges triangulaires,

. à appuyer les Etats à satisfaire les besoins des populations en céréales dont la production locale ne peut couvrir les besoins solvables, notamment par le biais de l'aide à la balance des paiements,

. à appuyer les Etats pour le renforcement de leurs services nationaux de protection des végétaux pour une meilleure surveillance et une lutte efficace contre les déprédateurs,

. à accorder une attention particulière aux programmes nationaux et régionaux de santé animale et de protection des pâturages,

- . à faciliter l'utilisation des fonds de contrepartie de l'aide alimentaire comme moyen de soutien à la relance de l'agriculture,

- . à soutenir les efforts des Etats membres visant à sécuriser les producteurs à travers un approvisionnement conséquent en moyens de production (intrants, semences de cultures de contre saison, petits aménagements).

ENGAGEONS le CILSS :

- . à poursuivre son action pour la mise en oeuvre de politiques céréalières intégrant l'aide alimentaire,

- . à initier en direction de la communauté internationale et des Etats, des actions visant à la valorisation de la consommation des céréales locales,

- . à élaborer et à mettre en oeuvre une stratégie sahélienne de lutte contre les ennemis des cultures et des récoltes qui tiennent compte des acquis.

DONNONS MANDAT au Secrétaire Exécutif du CILSS pour mettre en oeuvre un réseau de prévision des crises alimentaires et un cadre d'organisation régionale des flux céréaliers.

Enfin le Conseil a adopté une motion de remerciements à l'endroit de son Excellence le Général de Brigade SEYNI KOUNCTHE, Président du Conseil Militaire Suprême, Chef de l'Etat, de son gouvernement et du peuple Nigérien.

MOTION DE REMERCIEMENTS

- Son Excellence SEYDOU TRAORE, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage du Burkina Faso ;

- L'Honorable SAIHOU SABALLY, Ministre de l'Agriculture de la République de Gambie ;

- Son Excellence MESSADUD OULD BOULHKEIR, Ministre du Développement Rural de la République Islamique de Mauritanie ;

- Son Excellence AMADOU BATOR DIOP, Ministre du Développement Rural de la République du Sénégal ;

- Son Excellence DJIDINGAR DONO N'GARDOUN, Ministre d'Etat à l'Agriculture et au Développement Rural de la République du Tchad ;

- Monsieur SORY SISSOKO, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture de la République du Mali.

Expriment leurs très sincères remerciements et leur profonde gratitude à Son Excellence le Général de Brigade SEYNI KOUNICHE, Président du Conseil Militaire Suprême, Chef de l'Etat du Niger, au Gouvernement et au peuple Nigérien pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé et pour toutes les facilités mises à leur disposition durant leur séjour à Niamey à l'occasion de la session extraordinaire du Conseil des Ministres du CILSS.

Fait à Niamey, le 4 Décembre 1985

LE CONSEIL

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
C.I.L.S.S.

Bilan de la campagne agropastorale 1985/86
dans les pays membres du CILSS

Décembre 1985

INTRODUCTION

Durant la précédente campagne agropastorale (1984/85), le Sahel n'a pas connu de répit dans les souffrances qu'il endure depuis plus d'une décennie. Loin s'en faut !

Le cheptel a enregistré des pertes beaucoup plus importantes que les années antérieures, par suite de manque d'eau et de pâturage. La crise alimentaire aigüe s'est aggravée. Les déficits céréaliers et les besoins d'aide alimentaire ont battu des records absolus (1.734.000 T de céréales de déficit annoncé en novembre 1984).

La dépendance alimentaire des pays du CILSS s'est accentuée : plus d'un million de tonnes de céréales sont déjà entrées au Sahel, sous forme d'aide alimentaire ! (Voir tableau I).

Au contraire de 1984, l'hivernage de 1985 a été particulièrement fécond. Avec une production céréalière bien meilleure que celle des années antérieures, il rompt, et heureusement, avec la longue série noire des souffrances que la sécheresse fait vivre aux sahéliens.

Certes, il faudra louer la solidarité de tous les opérateurs, qui a permis de réaliser des performances dans l'approvisionnement du Sahel : presque la quasi totalité des aides alimentaires attribuées aux pays du CILSS, sont arrivées à destination. (Voir tableau I).

Cependant l'arrivée tardive et massive de cette aide n'est pas sans jeter quelques tâches d'ombre sur la situation de la nouvelle campagne 1985/86.

Le présent document se propose de faire le bilan de cette campagne agropastorale 85/86. Aussi, au chapitre I est présenté le bilan de l'hivernage ; au chapitre II l'analyse de la situation agropastorale par pays est esquissée.

Dans le chapitre III seront exposées quelques observations sur la situation alimentaire ; enfin au chapitre IV seront formulées des recommandations.

1. Bilan de l'hivernage

1.1. Situation pluviométrique

La présente campagne, bien qu'ayant été particulièrement pluvieuse sauf au Cap Vert, a connu un début difficile. Les pluies étaient très localisées, très espacées et très variables en intensité. Dans la plupart des pays du CILSS, elles ne se sont vraiment installées que tard dans le courant du mois de Juin.

Par la suite elles ont été généralement abondantes et bien réparties. Ainsi à la première décade d'Octobre on a enregistré plusieurs zones excédentaires par rapport à la moyenne interannuelle, notamment au Sénégal (Dakar + 131,3 mm, Kaolack + 79,3 mm, Ziguinchor + 126,1 mm, Kédougou + 50,4 mm) Mali (Nioro du Sahel + 84,4 mm) le Sud du Burkina Faso (Bobo-Dioulasso + 332,1 mm), Niger (N'Guigmi + 74,1 mm).

Cependant des poches de sécheresse localisées ont pu être observées dans certaines zones où des déficits par rapport l'année 84 ont été notés. Il s'agit de Sapu (- 47,4 mm) en Gambie, de Diourbel (- 74,5 mm) Linguère (- 22,7 mm) et Tambacounda (- 49,9 mm) au Sénégal, de Kiffa (- 91,0 mm) et Nema (- 55,8 mm) en Mauritanie, de Tombouctou (- 108,5 mm) au Mali, de Tillabéry (- 80,0 mm) et Tahoua (- 50,3 mm) au Niger.

Au Cap Vert l'hivernage a été particulièrement mauvais à partir de la 3ème décade de Septembre.

1.2. Situation hydrologique

Les bonnes conditions pluviométriques ont contribué à une remontée notable des débits. Dans tous les bassins sahéliens des pays du CILSS les niveaux d'eau ont été supérieurs à ceux de l'année dernière mais sont restés inférieurs aux normales. Ainsi pour le fleuve Niger à Koulikoro la pointe de crue a été observée le 25 Septembre soit une avance de dix jours par rapport à 1984. Pour le fleuve Sénégal à Bakel l'apparition de la pointe de crue a été observée le 11 Septembre, ce qui est une date normale.

II. SITUATION AGROPASTORALE PAR PAYS

2.1. Burkina Faso

2.1.1. Pluviométrie

Ayant connu un début difficile, les pluies se sont généralisées dès Juillet permettant aussi une bonne levée. Depuis, la pluviométrie a été intense et bien répartie. Au 30 Septembre le cumul par rapport à 1985 laissait un excédent de + 210 mm à Dori, + 147 mm à Ouaga, et + 562 mm à Bobo-Dioulasso. Toutefois des poches de sécheresse sans importance ont été observées dans certaines zones du Sahel et du Yatenga.

2.1.2. Déroulement de la campagne

L'abondance des pluies a constitué un goulot d'étranglement pour les travaux d'entretien permettant ainsi un développement important de mauvaises herbes. De plus, plusieurs champs cultivés sur les lits des rivières et des mares ont été inondés entraînant une perte d'environ 8.000 ha.

Sur le plan phytosanitaire l'abondance des pluies a limité les maladies mais on a assisté à un cas alarmant d'attaques de sautériaux et borers dans les régions de Djibo et Arbinda conduisant à une perte de près de 25.000 ha.

L'abondance des pluies a par ailleurs permis une bonne reconstitution du pâturage naturel et des points d'eau. Les taux de recouvrement du pâturage sont de l'ordre de 50 % au Sahel, 70 % au Centre et 90 % à 100 % au Sud. Des essais de cultures fourragères sont également encourageants.

2.1.3. Situation alimentaire

La production totale céréalière est estimée à 1.584.000 tonnes contre 1.140.000 tonnes la campagne précédente. Les besoins en consommation sur la base de 190 kg per capita pour une population de 7.292.716 habitants sont de l'ordre de 1.386.000 tonnes.

Le bilan céréalier (tableau 4) fait apparaître un déficit brut de 40.000 t. Ce déficit sera résorbé totalement grâce aux stocks détenus par l'Ofracer et aux aides alimentaires attendues au titre de 1985.

Le Burkina Faso n'aura pas besoin d'aides alimentaires pour 1986, ni d'importations céréalières locales. Les importations commerciales de blé sont de 30.000t.

Les problèmes d'écoulements des stocks et des excédents ainsi que celui des capacités de stockage se posent avec acuité. Les besoins en financement pour l'achat de 50.000 t (campagne commercialisation 85/85) sont de 4,876 Milliards de Francs CFA, pour la logistique (stockage et transports) ils sont de 2,202 milliards, pour les engrais : 4,832 milliards, pour les produits phytosanitaires : 434 millions, pour les semences 294 millions, pour le bétail (aliments et vaccins) : 385 millions. Soit au total 13,023 milliards.

2.2. Cap - Vert

2.2.1. Pluviométrie

Bien qu'ayant démarré avec du retard, les pluies étaient satisfaisantes jusqu'aux deux premières décades de Septembre. A partir de la troisième décade de Septembre on a constaté un arrêt des pluies qui a engendré un déficit de plus de 100 mm par rapport à 1984 à San Jorge (- 181,6 mm) Jenoï (- 180,8 mm).

2.2.2. Déroulement de la campagne

Comme la pluviométrie, l'état des cultures était satisfaisant jusqu'à la mi-Septembre. En fin Septembre à la suite de stress hydriques importants et d'attaques de divers parasites, l'état végétatif était mauvais à San Nicolau et Santiago. Avant la fin d'Octobre la situation s'est beaucoup détériorée à cause de la persistance des stress hydriques occasionnant des pertes dans certaines zones de Fogo, Santiago, Brava et Maio et dans toutes les zones de Santo Antao et San Nicolau.

2.2.3. Situation alimentaire

La production céréalière totale du Cap Vert pour 1985/86 est de l'ordre de 2.000 tonnes de maïs. Les besoins totaux en céréales se chiffrent à 69.000 t pour une population estimée à 324.000 habitants. Le bilan céréalier (Tableau 4) fait apparaître un déficit brut de 67.000 t et un besoin de reconstitution de stocks de 18.000 t. Les ressources disponibles (stocks et importations programmées) couvrent partiellement ce déficit. Finalement, le Cap Vert aura besoin de 12.000 t d'aide alimentaire pour 1986.

Les besoins en financement pour les intrants agricoles nécessaires à la prochaine campagne ne sont pas, à ce jour formulés.

2.3. Gambie

2.3.1. Pluviométrie

La campagne 1985/1986 a bénéficié d'une pluviométrie plus

favorable que chacune des précédentes cinq années malgré un retard de démarrage. La moyenne pluviométrique sur l'ensemble du pays a atteint 90 % de l'année normale en fin Septembre.

2.3.2. Déroulement de la campagne

La campagne a été marquée par :

- des difficultés d'approvisionnement en jeunes plants pour le repiquage du riz dans les divisions de Maccarthy Island et Lower River,
- une diminution de l'utilisation d'engrais par rapport à l'année dernière suite à des problèmes de crédit,
- un développement anormal des herbes à cause de la fréquence des pluies,
- des attaques parasitaires (ampoules, cafards, raghuva, sautériaux).

Toutefois le développement des principales cultures a été satisfaisant sur l'ensemble du pays. L'état des pâturages était satisfaisant durant toute la campagne.

3.3.3. Situation alimentaire

Les superficies cultivées ont augmenté de manière substantielle surtout pour le mil hatif (souna) et le maïs. Quant aux rendements, ils sont moyens sur l'ensemble du pays. La production totale est par conséquent estimée à 134.000 tonnes et est en nette progression par rapport à celle de 1984/1985.

Cette production est composée de :

Mil/sorgho	54.000 t
Maïs	50.000 t
Riz	30.000 t

Les besoins totaux des consommations estimés sur la base d'une population de 740.000 habitants et d'une ration alimentaire de 164 kg per capita s'élèvent à 122.000 tonnes.

Les lères approximations du bilan céréalier (Tableau 4) laissent envisager un équilibre. La Gambie n'aurait pas donc besoin d'aide alimentaire.

Les besoins en financement pour la campagne de commercialisation et par les intrants nécessaires à la prochaine campagne agricole n'ont pas, à ce jour, été formulés.

2.4. Mali

2.4.1. Pluviométrie

Dans son évolution la pluviométrie a été jugée normale dans l'ensemble jusqu'à la première décade d'Octobre, mais elle a connu un démarrage tardif, en particulier au Nord et au Nord Ouest. En outre il a été enregistré un arrêt des pluies à la mi-Septembre dans certaines zones.

2.4.2. Déroulement de la campagne

La campagne a souffert :

- d'un exode rural massif des populations du Nord du Delta central et au Nord Ouest vers le Sud, conduisant à une diminution de la force de travail,
- d'une insuffisance de boeufs de labour suite à la sécheresse.

L'état des cultures était satisfaisant jusqu'à la mi-Septembre. Par la suite une invasion des sautériaux et d'oiseaux granivores s'est produite dans les zones de Yelimané, Nioro, Nara, Nampalo, et Niafunké.

L'état des pâturages était généralement satisfaisant par rapport aux dernières années en particulier à partir du Sud de Gao.

2.4.3. Situation alimentaire

La production totale du Mali pour la campagne 1985/1986 est estimée à 1.402.000 tonnes dont :

Mil/sorgho	1.018.000 t
Maïs	134.000 t
Riz	205.000 t
Fonio	45.000 t

Les besoins en consommation céréalière sont de l'ordre de 1.390.000 t pour une population de 8.322.000 habitants.

Le bilan céréalier (Tableau 4) révèle un déficit brut de 272.000 t, et un besoin de reconstitution de stocks de 118.000 t. Les disponibilités actuelles et programmées ne couvriront ces besoins que partiellement, laissant ainsi un déficit net de 104 t.

Les autorités maliennes ont à ce jour formulé un besoin de financement de 690 millions de francs CFA pour les produits phytosanitaires. Les autres besoins n'ont pas encore été formulés.

2.5. Mauritanie

2.5.1. Pluviométrie

A part les parties situées nettement au Nord de la zone agro pastorale (et ne concernant donc que très peu de cultures et de pâturages), la Mauritanie a bénéficié d'une pluviométrie relativement abondante (50 - 80 % de la moyenne interannuelle) et bien répartie. Toutefois le Sud-Est (Néma et Ayoûn) a souffert de quelques poches de sécheresse du fait de l'arrêt brusque des précipitations courant la dernière quinzaine de Septembre.

2.5.2. Déroulement de la campagne

L'état des cultures de diéri (mil, sorgho) a été assez satisfaisant ; cependant on a observé par la suite des attaques importantes de sautériaux dans le Sud-Est. Dans les périmètres irrigués, la mise en culture a commencé tardivement à cause du retard de la crue. Sur certains périmètres on ne pourra faire qu'une seule récolte de riz de saison froide. Les cultures de décrue (Walo) peuvent être réduites en raison de pénuries de semences en particulier de sorgho et de maïs.

L'état général des pâturages est bien meilleur que l'année dernière. Leur développement se poursuit au Sud d'une ligne Boutilimit Ayoûn Al Atroûs.

2.5.3. Situation alimentaire

Les superficies mises en culture sont légèrement inférieures à celles de l'an passé en général. On espère par contre que les rendements soient bien meilleurs. La production se situe autour de 60.000 tonnes dont :

Mil/sorgho	45.000 t
Riz	15.000 t

Les besoins en consommation céréalière sont estimés à 296.000 t pour une population de 1.791.000 habitants et une ration alimentaire de 165 kg per capita.

Le bilan céréalier (Tableau 4) fait apparaître un déficit brut de 245.000 t. Les stocks existants, ainsi que les aides et importations programmées compensent partiellement ce déficit et laissent un volume de besoins à couvrir de 40.000t environ.

Il faut cependant noter quels que soient les approvisionnements du marché, il subsistera un besoin de financement pour la distribution gratuite de 115.000 t de céréales, à 50% de la population reconnue indigente.

Par ailleurs, les autorités mauritaniennes font état des besoins en financement suivants pour la campagne 86/87 : commercialisation des céréales locales : 786 millions de CFA, logistique (transports et stockage) : 1,8 milliards, produits phytosanitaires : 800 millions ; soit au total 3,386 milliards de CFA.

2.6. Niger

2.6.1. Pluviométrie

Elle a été satisfaisante dans l'ensemble du pays, du fait de sa bonne répartition dans l'espace et dans le temps. Jusqu'à la première décade du mois d'Octobre elle était partout meilleure que l'année dernière sauf à Tillabéry (- 80 mm) et Tahoua (- 50,8 mm). Elle a provoqué des inondations sur cultures de basfonds dans certaines zones de Dosso et Madaoua. Par contre des poches de sécheresse entraînant des ressemis ont été enregistrées au cours du mois d'Août dans les arrondissements de Maïné, Guidam-Roumji, Dakoro, Illéla et Keita.

2.6.2. Déroulement de la campagne

Les besoins en semences des paysans ont été satisfaits grâce aux efforts exceptionnels entrepris par le gouvernement et certains donateurs. Le développement des cultures a été partout satisfaisant à l'exception de quelques zones isolées des départements de Maradi, Niamey et Tahoua.

Sur le plan phytosanitaire, il a été observé des attaques de borers de tige à Dosso et des chenilles à Gaya pour le mil tardif, des attaques de mouches suceuses à Kéita et Radaquichiri sur le sorgho. On a noté une évolution normale des pâturages sur l'ensemble du pays en particulier au Sud de la ligne Abalak, Tanout, N'Guigmi.

2.6.3. Situation alimentaire

Les inondations des cultures de bas-fonds et l'insuffisance de la force de travail ont entraîné une regression des superficie de cultures dans le Sud du Département de Dosso. Cependant, sur l'ensemble du pays, il y a eu une augmentation des superficies cultivées par rapport à l'année 1984 de l'ordre de 4 % pour le mil et 15 % pour le sorgho. On estime la production céréalière totale à 1.778.000 tonnes dont :

Mil	1.438.400 t
Sorgho	329.700 t
Riz	11.000 t

La production a augmenté de l'ordre de 75 % par rapport à l'année 1984/85. Les besoins en consommation céréalière sont estimés à 1.544.750 tonnes pour une population de 6.492.500 habitants et une ration de 200 à 250 KG/HA/AN.

Le Bilan céréalière (tableau 4) dégage un déficit brut de 33.170 tonnes. Ce déficit, soustrait des stocks existants et aides attendues permettra au Niger de dégager un excédent net de 38.000 tonnes; en conséquence, en 1986, aucune aide alimentaire n'est nécessaire.

L'OPVN devrait rencontrer des problèmes importants dans

la commercialisation, compte tenu de la faiblesse de ses moyens financiers et logistiques.

Les besoins en financement pour la campagne de commercialisation 85/86 et pour la prochaine campagne agricole sont importants et devraient être formulés dans les semaines à venir.

2.7. Sénégal

2.7.1. Pluviométrie

Par rapport à l'année 1984/85, la pluviométrie a connu un démarrage tardif mais est restée supérieure sur l'ensemble du pays, à l'exception de Linguère, Bambey et Cap Skirring. Les cumuls saisonniers jusqu'au 31 Octobre sans être exceptionnels ont permis aux différentes cultures de boucler leur cycle végétatif sauf les derniers semis de coton, de sorgho et du riz aquatique.

2.7.2. Déroulement de la campagne

Des dispositions ont été prises par le gouvernement et les donateurs, pour satisfaire les besoins des paysans en semences, engrais, produits phytosanitaires et en vivres.

Les conditions de bonne pluviométrie et d'encadrement du monde rural ont permis d'avoir un état satisfaisant des cultures sur l'ensemble du pays sauf à Podor dans le Nord de la zone sahélienne.

Cette campagne a été cependant caractérisée par des attaques d'insectes sur l'arachide à Kaolack, Louga, Kolda et Thiès ; des sautériaux dans les régions de Louga et Diourbel ; des pucerons sur le niébé dans les régions de Saint Louis, Louga, Diourbel, Thiès, Ziguinchor, enfin des attaques d'oiseaux et de prédateurs des denrées stockées.

Des mesures énergétiques ont été prises pour circonscrire la plupart de ces attaques.

La bonne pluviométrie de cette année a permis une bonne couverture de tapis herbacé sur l'ensemble du territoire, en particulier dans la zone sylvo pastorale. Elle a en outre permis le remplissage des mares notamment dans les régions de Saint Louis, Louga, Diourbel et Tambacounda.

2.7.3. Situation alimentaire

La production céréalière totale est estimée à 1.249.000 tonnes dont :

Mil/sorgho	950.000 t
Maïs	147.000 t
Fonio	5.000 t
Riz paddy	147.000 t

Les besoins en consommation sont estimés à 1.407.000 tonnes, pour une population de 6.780.000 habitants, et une ration de 207 kg/ha/an.

Le bilan céréalier (Tableau 4) révèle un déficit brut de 412.000 t. Ce déficit est couvert par les disponibilités actuelles et programmées (stocks et importations) et il se dégage un excédent net de 145.000 t environ.

La spécificité de la situation est que le Sénégal est autosuffisant, voire excédentaire en céréales locales (mil, sorgho, maïs) mais largement déficitaire en riz et blé. Ainsi le Sénégal ne requerra-t-il pas d'aide alimentaire, mais devrait solliciter un appui financier pour faire face à ses besoins d'importations.

Les besoins en financement exprimés par le Sénégal pour la campagne 86/87 s'établissent comme suit : commercialisation des céréales locales : 2,5 milliards de CFA, engrais : 2,056 milliards, produits phytosanitaires : 1,404 milliard, semences : 640 millions, soit au total 6,6 milliards de CFA.

Ces besoins pourraient être satisfaits par le biais d'une aide de 35.000 tonnes de blé et 30.000 tonnes de riz dont le produit de vente serait utilisé à cet effet.

2.8. Tchad

2.8.1. Pluviométrie

La pluviométrie de la saison agricole 1985/86 est jugée nettement meilleure à celle de l'année 1984/85.

En zone soudanienne, elle a connu un démarrage tardif. Les pluies y ont été abondantes en Juin et Juillet, suffisantes en Août et déficitaires en début Septembre. Une reprise des pluies vers la fin de la seconde décade de Septembre a provoqué des inondations notamment à Sarh.

En zone sahélienne par contre, les pluies ont été précoces mais suivies immédiatement dans certaines zones par une sécheresse ayant entraîné des ressemis. Elles ont été cependant abondantes en Juin et Juillet mais se sont prématurément arrêtées dans bon nombre localités dans la seconde décade d'Août.

2.8.2. Déroulement de la campagne

La zone sahélienne a connu des problèmes de ravitaillement en semences compte tenu du démarrage précoce de la saison.

Les programmes de distribution n'ont permis de couvrir qu'une partie des besoins exprimés en semences.

En zone soudanienne, les premiers semis de sorgho précoce n'ont été effectués qu'en Juin au lieu d'Avril comme de coutume à cause du démarrage tardif des pluies. L'état des cultures a été satisfaisant sur l'ensemble du pays. Cependant, il a été observé des attaques de striga à Sarh, de raghuva, de charbon et de rouille dans le Ouaddaï et Guéra, des dessèchements de mil dans les secteurs de Bol et Mao.

La situation des pâturages est satisfaisante, mais on constate une certaine dégradation par endroits en zone sahélienne.

2.8.3. Situation alimentaire

D'une manière générale, les superficies cultivées sont en baisse par rapport à l'année 1984, à cause certainement du démarrage tardif de la campagne (zone soudanienne), des problèmes de disponibilité en semences, animaux de trait et matériels agricoles. Quant aux rendements, ils sont supérieurs à ceux de l'année précédente du fait d'une meilleure satisfaction des besoins en inputs et d'une meilleure saison pluviométrique.

On estime que la production céréalière se situera autour de 690.000 tonnes, soit le double de la production céréalière 84/85. Cette production se répartit en

Mil/sorgho	624.000 t
Maïs	29.000 t
Riz	27.000 t
Blé	10.000 t

Les besoins en consommation sont estimés à 750 000 t pour une population de 4.500.000 habitants, et des rations de 90, 135 et 150 kg/ha/an respectivement pour les zones sahariennes, sahéliennes et soudanienues.

Le bilan céréalier (Tableau 4) fait apparaître un déficit brut de 100 000 t. Les disponibilités actuelles et programmées ne couvrent que partiellement ce déficit, et il se dégage un déficit net de 24.000 t.

Par ailleurs, la campagne de commercialisation s'annonce difficile du fait de la faiblesse des moyens financiers et logistiques de l'O.N.C. Les besoins d'aide en financement pour la campagne de commercialisation sont de 88 millions, pour la logistique (stockage et transport) de 1,9 milliard, et pour les produits phytosanitaires de 88 millions ; soit un total de 2,86 milliards de CFA.

III. QUELQUES OBSERVATIONS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE 1985/86

De la présentation du bilan d'hivernage 1985 et de l'analyse de la situation agropastorale des pays du CILSS, il apparaît que 1985 est une année de bonnes récoltes (voir tableau 2).

En effet, la production de 1985 est meilleure que celle des années antérieures (voir tableau 3). Elle dépasse de plus de 10 % celle de 1981, dernière année normale dans le Sahel. Dans tous les pays, la production est en nette augmentation, sauf au Cap Vert. Elle a atteint des chiffres record dans cinq des huit pays du CILSS : Burkina Faso, Tchad, Gambie, Niger et Sénégal.

Ces résultats montrent que l'objectif d'autosuffisance alimentaire du Sahel reste dans le domaine du possible. Ainsi, globalement, le Sahel sera autosuffisant cette année si les rapports entre pays excédentaires et pays déficitaires, entre zones déficitaires et zones excédentaires se font selon le principe de vases communicants. (Voir tableaux 4 et 5).

Bien entendu, cette autosuffisance n'exclut pas la permanence de déficits céréaliers structurels en particulier en Mauritanie et au Cap Vert ; Elle n'exclut pas non plus l'existence de zones déficitaires dans certains pays sahéliens ; elle n'exclut pas enfin les déficits en céréales tels que le riz et le blé, et les difficultés de la balance des paiements des pays qui résultent des importations commerciales de ces denrées.

C'est dire que de nombreuses régions des pays sahéliens ont retrouvé des niveaux de production qui peuvent générer des excédents, tout comme les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest où la situation est aussi très favorable (à l'exception de la Guinée, de la Guinée Bissau et de la Sierra Leone) (voir tableau 6).

Cependant, pour une appréciation correcte de la situation alimentaire, il faudra tenir compte des observations suivantes :

- Le système de Prévision d'Alerte Précoce des pays du CILSS, est encore très faible, voire inexistant. Aussi, a-t-il mal fonctionné en 1984. Il en est résulté des retards importants pour la programmation et la distribution de l'aide alimentaire.

- L'arrivée tardive de l'aide alimentaire en 1984/85 n'a pas permis d'étaler les arrivages et des quantités importantes de cette aide ne sont parvenues qu'au début de la saison des pluies.

- Cette aide alimentaire tardive et massive est venue remplir les capacités de stockage existants : les moyens de stocker la nouvelle récolte font souvent défaut, et parfois même, d'une façon critique (voir tableau 7).

- L'importance des stocks d'aide alimentaire en mil, maïs et sorgho, conjuguée à celle des récoltes sahéliennes de cette année, encouragent la spéculation et entraînent l'effondrement des prix aux producteurs sur les marchés céréaliers. Il se pose donc avec acuité le problème de l'écoulement des excédents céréaliers locaux.

- Cette situation risque même de s'aggraver avec les quantités supplémentaires d'aides alimentaires qui sont encore dans le "pipe-line" soit en transit vers les pays, soit en attente dans les ports, soit programmées mais non encore arrivées dans les ports. (voir tableau 1). Pour la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, quelques 234.000 t restaient encore à livrer au 1er Octobre 1985.

- L'effondrement des prix au producteur risque d'entraîner la diminution des emblavements dans le Sahel l'année prochaine, comme cela s'est déjà produit au Togo cette année par suite des difficultés à écouler la production de 1984. Si la diminution des surfaces emblavées devait se conjuguer avec une année de sécheresse en 1986, la situation du Sahel serait catastrophique.

- Des attaques de sauterieux ont été constatées dans certaines régions du Sahel courant Septembre 1985. Pour 1986, le risque d'attaques acridiennes reste une menace potentielle.

IV. RECOMMANDATIONS

Après une année de crise alimentaire dominée par des déficits céréaliers et des besoins d'aide alimentaire importants, le Sahel va connaître cette année, en même temps qu'une production relativement satisfaisante, des difficultés d'écoulement et de stockage de cette même production.

Aussi, la priorité des actions à entreprendre devrait-elle être de soutenir la production agricole locale, ainsi que les échanges nationaux et régionaux (intra sahéliens et sahel-pays côtiers), afin de ne pas compromettre l'avenir de l'agriculture tant au Sahel qu'en Afrique de l'Ouest.

De même, il serait nécessaire de tirer les leçons de la crise de 1984 dans le domaine des prévisions et de la logistique, comme dans d'autres domaines encore.

A ce propos, il faut louer et encourager les efforts déployés dans le sens de la mise en place du "Réseau de Prévention des crises alimentaires" au Sahel, animé par les secrétariats du CIUSS et du Club du Sahel, et ce conformément à la résolution du Conseil des Ministres 9/CM/20/85 à Nouakchott. Ce réseau qui regroupe l'ensemble des donateurs du Sahel, s'est réuni récemment, les 23 et 24 Octobre à Paris, pour faire le bilan de l'aide alimentaire 1984/1985 et en dresser les perspectives. La réunion a recommandé vivement que Sahéliens et partenaires se concertent le plus rapidement possible pour faire face ensemble aux difficultés en perspective de la Campagne 1985/86. La VI^e Conférence du Club du Sahel à Milan, les 10, 11 et 12 Décembre prochain, devrait être la bonne occasion pour faire cette concertation.

Les actions concrètes à entreprendre seraient entre autres de :

- Relancer l'agriculture sahélienne par une politique céréalière adéquate s'appuyant sur la satisfaction des besoins : engrais, insecticides, matériel agricole, semence etc...

- Eviter toute aide alimentaire en céréales susceptible de concurrencer la production nationale, ainsi que les échanges africains. Cette mesure devrait concerner tant les aides alimentaires déjà promises pour 1985 que celles pour 1986.

- Prendre des mesures conséquentes pour les stocks et les capacités de stockage.

- Développer des échanges céréaliers entre régions excédentaires et déficitaires. Certains de ces échanges pourraient être facilités et développés dans le cadre des opérations triangulaires.

- Améliorer et rendre plus fiables les moyens d'investigation dans les secteurs céréales et élevage : singulièrement, pour l'investigation conjoncturelle, mettre en place le plus rapidement, un dispositif d'alerte précoce.

- Soutenir le processus de mise en oeuvre d'un cadre régional d'organisation et de gestion des flux céréaliers pour la sécurité alimentaire.

TABLEAU 1

AIDE ALIMENTAIRE EN CEREALE AU SAHEL 1984/85

PAYS	AIDE DEMANDEE PAR GOUVERNEMENTS	AIDE ANNONCEE (ENGAGEMENTS DONATEURS)	AIDE RECUE AU 1ER OCTOBRE 1985	AIDE RECUE EN % DES ENGAGEMENTS	AIDE ATTENDUE AU 31/10/85
Burkina Faso	163.000	142.800 T	122.600 T	86	21.000
Cap Vert	50.000	72.000 T	26.000 T	36	46.000
Gambie	60.000	26.500 T	17.550 T	66,2	9.000
Mali	481.000	275.700 T	203.700 T	74	72.000
Mauritanie	150.000	167.900 T	115.400 T	69	50.000
Niger	350.000	336.600 T	255.600 T	76	26.000
Sénégal	150.000	129.000 T	60.200 T	47	56.000
Tchad	330.000	210.000 T	168.800 T	80	17.000
TOTAL	1.734.000	1.361.050	469.850	71	297.000

Sources : CILSS/Club du Sahel

TABEAU 2.

PREVISIONS DE LA PRODUCTION CEREALIERE
CAMPAGNE 1985/86 (EN MILLIERS DE TONNES)

PAYS	MIL/SORGHO	MAIS	RIZ	FONIO	BLE	TOTAL
Burkina Faso	1.320		50	20		1.390
Cap Vert	3,0					3,0
Gambie	54,0	50,0	30,0			134,0
Mali	852,0	130,0	180,0	8,0		1.170,0
Mauritanie	42,0		15,0			57,0
Niger	1.765,0		15,0			1.780,0
Sénégal	950,0	147,0	147,0	5,0		1.241,0
Tchad	594,0	29	17,0		10,0	650,0
TOTAL	5.730,0	356,0	480,0	43,0	10,0	6.433

Sources : CILSS/FAO

TABLEAU 3.

PRODUCTION CEREALIERE DES PAYS
DU CILSS, DE 1981 - 1985
(EN MILLIERS DE TONNES)

PAYS	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	PREVISIONS 1985/86	REALISATION 1985/86
Burkina Faso	1.270	1.210	1.011	1.119	1.390	1.584
Cap Vert	3	4	3	3	3	2
Gambie	99	109	66	89	134	134
Mali	1.107	984	880	760	1.170	1.402
Mauritanie	83	21	16	22	57	60
Niger	1.688	1.704	1.747	1.075	1.780	1.778
Sénégal	923	766	517	706	1.250	1.241
Tchad	522	453	489	314	650	690
TOTAL	5.695	5.251	4.729	4.088	6.431	6.900

Source : CILSS/FAO

TABLEAU 4.
BILAN CÉRÉALIER 1985/1986
DU SAHEL (EN MILLIERS DE TONNES)

	BURKINA FASO	CAP VERT	GAMBIE	MALI	HAURI- TANIE	NIGER	SENEGAL	TOCHAD	TOTAL
Population en (1000) 1	7.292	324	740	8.322	1.791	6.492	6.780	4.500	36.241
Consom/Hab/an (k) 2	190	212	164	167	165	200/250	207	20/135/150	-
Consom T (1 x 2) 3	1.386	69	122	1.390	296	1.545	1.407	750	6.965
Produit brute 4	1.504	2	134	1.402	60	1.778	1.249	690	6.899
Pertes 5	230	-	20	204	9	266	255	40	1.112
Produit nette (4-5) 6	1.346	2	114	1.118	51	1.512	994	650	5.787
Ex/Def brut (6-3) 7	-40	-67	-8	-272	-245	-33	-612	-100	-1.177
Stocks sécurité et autres stocks à reconstituer 8	30	18	15	118	-	114	-	10	305
Stocks divers existants 9	74*	22	7	44	100	159	41	15	482
Aide programmée 10	21	46	9	72	50	26	56	21	301
Δ (Stock, et Aide Prog) (9+10-8) 11	165	50	-1	-2	150	71	97	46	478
Surplus/Def Imp (7+11) 12	25	-17	-7	-274	-95	38	-315	-54	-699
Import céréales planifiées 13	30	5	10	170	55	0	460	30	760
EX/Def Net (12+13) 14	55	-12	3	-104	-40	38	145	-24	61
Besoin d'aide Alimentaire = Déficit net	0	12	0	104	40**	0	0	24	100

* Une partie de ces stocks (10.000 t) est arrivée avariée au Burkina

** Il faut noter cependant l'existence d'un besoin de financement pour 115.000 t qu'il sera nécessaire de distribuer gratuitement à 50 % de la population mauritanienne reconnue indigente.

TABLEAU 5.

BILAN CEREALIER 1985/1986
ECLATE DE QUELQUES CRYPTES

PAYS	SURPLUS NET CEREALIER	BESOINS IMPORT CEREALIER	IMPORTATIONS CEREALIERES PLANIFIEES	EXCEDENT NET	DEFICIT NET = BESOIN AIDE ALIMENTAIRE	
					1985/86	1984/85
Burkina Faso	55	0	30	55	0	163
Cap Vert	0	17	5	0	12	50
Gambie	3	7	10	3	0	60
Haïti	0	274	170	0	104	481
Mauritanie	0	95	55	0	40	150
Niger	38	0	0	38	0	350
Sénégal	145	315	460	145	0	150
Tchad	0	54	30	0	24	330
TOTAL	238	762	760	241	180	1.734

Source : CILSS

TABLEAU 6.

PRODUCTION DES PAYS COTIERS OUEST-AFRICAINS
DE 1981 A 1984 ET 1ERE ESTIMATION PRODUCTION 85

PAYS	PRODUCTION EN MILLERS DE TONNES				1ERE ESTIMATION DE PRODUCTION 1985
	1981	1982	1983	1984	
Bénin	354	353	355	413	500
Cameroun	776	946	937	831	950
Ghana	628	578	440	720	723
Guinée	548	540	508	580	570
Guinée Bissau	119	143	135	165	160
Côte d'Ivoire	817	944	840	1.039	1.130
Libéria	260	250	250	250	252
Nigéria	9.786	10.215	7.552	9.005	10.150
Sierra Leone	540	626	652	660	600-650
Togo	264	293	294	366	335
TOTAL	14.092	1.888	14.943	14.029	15.400

Source : FAO